

Tanzanie

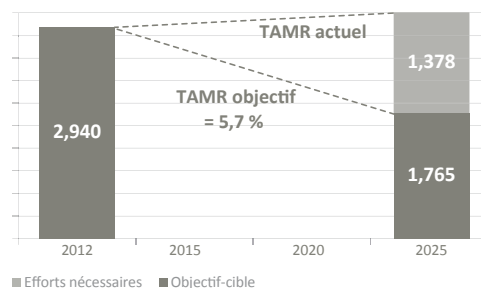
Date d'adhésion :
Juin 2011

Faits marquants

- La stratégie nationale de communication pour le changement de comportement social et nutritionnel (NNSBCC) 2013 - 2018 met l'accent sur les comportements individuels et sociaux et fournit des indications sur les approches et moyens les plus efficaces pour motiver un individu à voir ou à percevoir les choses différemment.
- Le groupe des membres du Parlement a préparé et publié un manifeste de la nutrition pour la redevabilité politique à travers les partis politiques et le manifeste sera utilisé par toutes les parties au cours de la prochaine campagne électorale.
- Le gouvernement a engagé avec succès le secteur privé dans le renforcement de la nutrition et a collaboré avec l'Alliance mondiale pour une meilleure nutrition (GAIN) et le centre du SAGCOT (corridor de croissance agricole du Sud de la Tanzanie) pour élaborer une feuille de route visant à engager le secteur privé dans les initiatives de la nutrition.

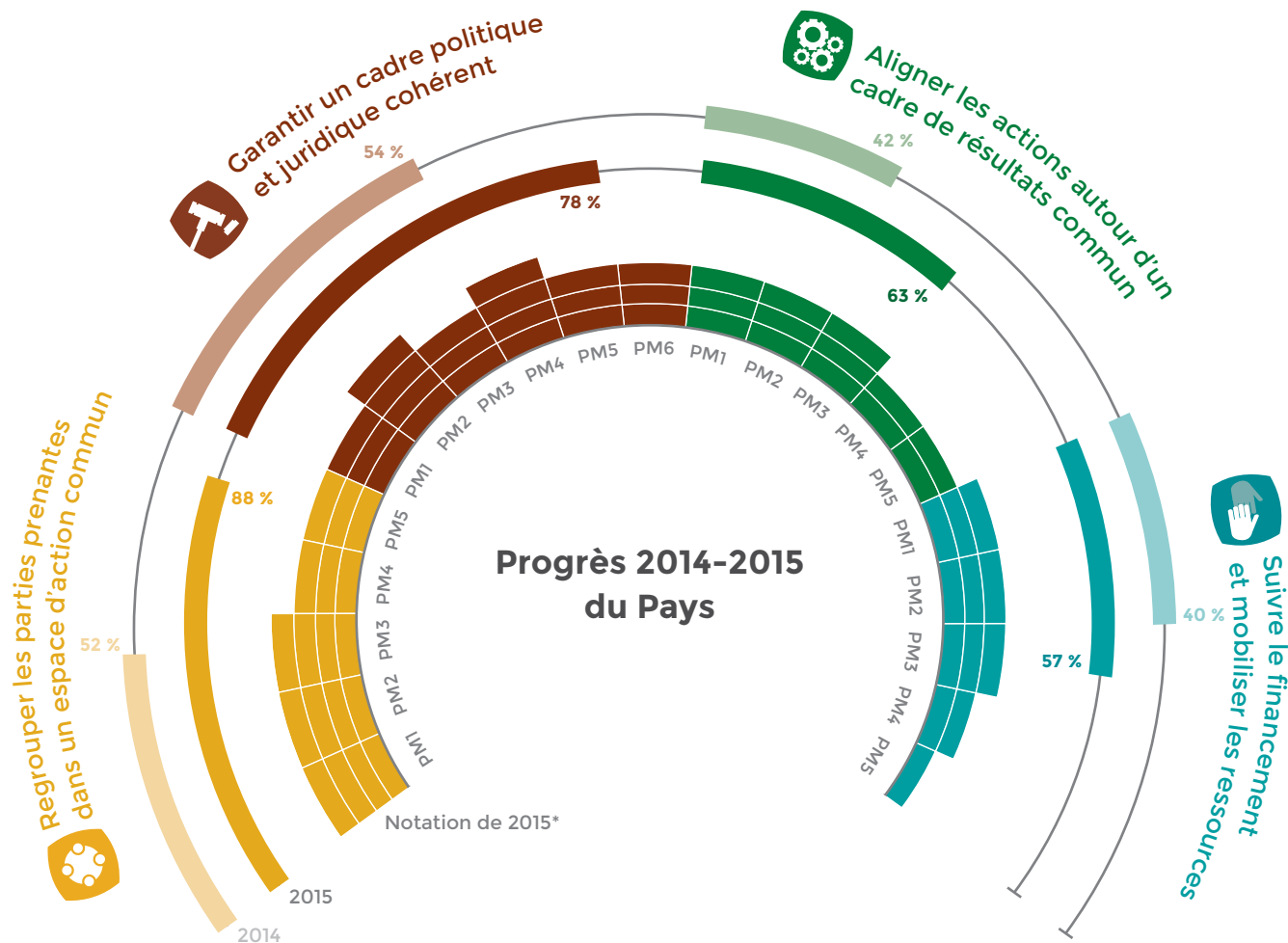
Objectif-cible de réduction du retard de croissance

Prévalence initiale: 34,8 % (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance) Objectif de prévalence: 16,2 %



Retard de croissance des enfants de moins de cinq ans :	34,7 %
Faible poids à la naissance :	-
Allaitement exclusif des nourrissons de 0-5 mois :	41,1 %
Émaciation des enfants de moins de cinq ans :	3,8 %
Surpoids des enfants de moins de cinq ans :	-
Anémie des femmes entre 15-49 ans :	39,6 %

*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.



*Voir page 29 pour davantage d'informations sur la notation de chaque indicateurs de progrès 2015



En Tanzanie, le Comité de pilotage de haut niveau de la nutrition (HLSCN) est l'organisme multi-sectoriel, multi-disciplinaire et multidimensionnel garantissant que les efforts collectifs sont faits pour renforcer la nutrition. Le HLSCN est présidé par le Secrétaire permanent du Cabinet du premier ministre (CPM), ce qui témoigne de l'engagement de haut niveau du pays. Les membres du HLSCN comprennent des représentants de neuf ministères clés, les partenaires au développement, les organisations non gouvernementales, les organisations confessionnelles, le secteur privé et les établissements d'enseignement supérieur.

La même structure de coordination multi-acteurs est établie au niveau sous-national comme le Comité directeur du conseil de la nutrition (CSCN) avec les agents de la nutrition nommés dans chaque conseil.

Le Groupe national de travail technique pour la nutrition (NTWGN) joue un rôle multi-sectoriel et est présidé par le Centre tanzanien d'alimentation et de nutrition (TFNC).

Des réseaux ont été mis en place pour l'engagement des donateurs, de la Société civile et du Secteur privé. Les réseaux ont été efficaces dans le partage des connaissances et ont contribué à la prise de décision.

Les parlementaires ont publié un manifeste de la nutrition pour la responsabilité politique à travers les partis politiques. Le manifeste sera utilisé par tous les partis au cours de la prochaine campagne électorale, en collaboration avec la Société civile.

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun



La Politique alimentaire et nutritionnelle de Tanzanie (TFNP) 1992 a été revue pour tenir compte de la nature multisectorielle de la nutrition et se conformer aux changements qui ont lieu dans les environnements économiques, sociaux, politiques et technologiques. La politique révisée doit encore être diffusée.

La nutrition est intégrée dans les politiques sectorielles telles que la santé, le sida, l'agriculture, la protection sociale et la sécurité alimentaire. Les interventions nutritionnelles sont également incorporées dans les plans, politiques, stratégies et programmes de l'administration locale, y compris le Plan d'investissement pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en Tanzanie et le Plan de filet de protection social productive.

Les plans et programmes du conseil, y compris le Programme de développement du secteur de l'agriculture sont analysés dans le but de trouver des possibilités d'intégration plus efficace des éléments contribuant à la nutrition.

La Stratégie nationale de la nutrition (NNS) (2011 / 12 - 2015 / 16) et le Plan d'exécution ont été révisés et sont alignés avec,

et contribuent à la vision nationale de développement 2025, la Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté, et d'autres politiques et stratégies du gouvernement.

La mise en œuvre des activités de communication sociale pour le changement de comportement (SBCC) est orientée par une stratégie nationale de SBCC pour la nutrition qui prend en charge la prévention de la malnutrition ainsi que la promotion et le maintien d'une bonne nutrition en créant un environnement favorable.

La législation et les politiques pertinentes pour la nutrition et l'autonomisation des femmes incluent entre autres, le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel et les lois sur l'enrichissement des aliments et de congé de maternité.

Les organismes de réglementation que sont l'Autorité tanzanienne d'alimentation et de médicaments et le Bureau tanzanien des normes travaillent conjointement avec le TFNC pour faire respecter les règlements sur l'enrichissement des aliments.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent



Le Plan de mise en œuvre de la NNS sert de cadre commun de résultats pour la Tanzanie et aide à définir les rôles de chacune des parties prenantes dans le pays. La Tanzanie met actuellement au point un plan d'action multisectoriel révisé de la TFNP et de la NNS.

Les agences des Nations Unies et les partenaires au développement ont aligné la mise en œuvre de leurs plans et programme avec le Plan de mise en œuvre de la NNS.

La revue annuelle conjointe multisectorielle de nutrition permet à toutes les parties prenantes de suivre, examiner et rédiger un rapport sur la mise en œuvre des interventions nutritionnelles dans le pays et fournit des données qui aident à planifier l'année à venir.

La fiche d'évaluation de la nutrition est un outil qui fait partie du système de suivi et d'évaluation qui est en cours d'élaboration par le gouvernement afin de recueillir des données et suivre la responsabilité.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun



La dotation budgétaire pour la nutrition par le gouvernement et d'autres partenaires de développement a augmenté avec des contributions du Ministère britannique pour le développement international et de la Fondation du fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF). Selon la récente revue des dépenses publiques pour la nutrition (RDP) 2014, les dépenses pour la nutrition ont presque doublé, passant ainsi de 18 milliards de TZS en 2010 / 11 à 33 milliards de TZS en 2012 / 13. Malgré l'augmentation du financement pour la nutrition, l'allocation de fonds reste faible avec seulement 20 % du Plan de mise en œuvre de la NNS financé.

La nutrition a été intégrée dans les lignes directrices du budget national utilisées par les autorités gouvernementales locales lors des sessions de planification afin d'éviter les ambiguïtés en matière de budgétisation de la nutrition.

Suivre le financement et mobiliser les ressources